

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20129 - 77ÈME ANNÉE

**Pour le PCR, le résultat de la présidentielle à La Réunion est le rejet d'un système politique plus que celui d'Emmanuel Macron**

**Le PCR appelle à l'union et à la responsabilité : aux Réunionnais de définir une nouvelle gouvernance de La Réunion**



Nadine Gironcel (en visioconférence depuis Saint-Pierre), Julie Pontalba, Elie Hoarau et David Gauvin.

**Pour le PCR, la raison principale du succès de l'extrême droite au second tour de la présidentielle à La Réunion, aux Antilles et en Guyane est « le rejet d'un système politique », celui de l'intégration où les décisions nous concernant sont prises à Paris. Le PCR estime qu'il appartient aux Réunionnais de proposer un nouveau système pour faire face aux défis de La Réunion. La Conférence territoriale élargie aux forces vives réunionnaises peut être le lieu d'élaboration d'un projet réunionnais qui sera ensuite traduit sous la forme d'une loi-programme spécifique à notre île.**

Trois jours après le second tour de l'élection présidentielle qui vit l'extrême droite arriver en tête à La Réunion, le Parti communiste réunionnais organisait hier une conférence de presse. Le PCR était représenté par son président, Elie Hoarau, par Julie Pontalba,

et par Nadine Gironcel et David Gauvin, membres du Comité central et candidats du PCR aux élections législatives.

Julie Pontalba souligne tout d'abord que « le résultat de la présidence tranche avec ce que l'on a connu. A situation exceptionnelle, intervention exceptionnelle » : le PCR a décidé de s'exprimer publiquement lors d'une conférence de presse marquée par la participation d'Elie Hoarau, président du Parti communiste réunionnais.

En effet, lors du second tour de la présidentielle 2017 à La Réunion, Emmanuel Macron avait obtenu 60 % des suffrages contre 40 % en 2022. Comment l'expliquer ?

**« Le rejet d'un système politique »**

A La Réunion, « après le résultat du premier tour, on s'attendait que Le Pen soit en tête au second », indique Elie Hoarau, « la surprise était son score, compte tenu du soutien des maires à Emmanuel Macron ».

« Les commentaires insistent sur le rejet de Macron. Mais ce que la population a rejeté en masse, c'est la situation à La Réunion. Cette situation sociale explique aussi les émeutes aux Antilles, le vaccin contre le coronavirus n'était pas la cause principale », indique le président du PCR.

Il rappelle que « ce n'est pas en 5 ans que La Réunion a connu plus de 130.000 chômeurs, plus de 30.000 familles en attente d'un logement social, 40 % de la population sous le seuil de pauvreté ou plus de 110.000 illettrés ».

Le résultat de l'élection présidentielle à La Réunion montre « le rejet d'un système politique qui a abouti à cette situation, c'est le même système aux Antilles et en Guyane. Le PCR lance un appel, allons au fond des choses. Le PCR pense depuis longtemps que la politique d'intégration allait montrer ses limites. La présidente de la Région dit aussi que ce système a atteint ses limites ».

Le président du Parti communiste réunionnais ajoute que « c'est très facile de se défausser sur Macron et ne pas voir que l'on a cautionné ce système ».

### « Prenons nos responsabilités, c'est le moment de le faire »

Depuis 1959, le PCR propose la responsabilité des Réunionnais plutôt que l'intégration. Le PCR revendiquait l'autonomie, et fut alors l'objet d'une sévère répression. Le résultat de la présidentielle montre pourtant que « c'est à nous de trouver nous-mêmes un nouveau système pour faire face aux défis de La Réunion ».

Pour le PCR, il existe une possibilité institutionnelle pour que les Réunionnais portent un projet politique. C'est la Conférence territoriale de l'action publique qui réunit notamment la Région et le Département. Le PCR propose de l'élargir aux forces vives – syndicats, partis politiques, associations... – pour élaborer un projet de consensus, et de demander au gouverne-

ment de faire de ce projet une loi programme. C'est la proposition que le PCR avait présenté à la ministre des Outre-mer en visite à La Réunion juste avant la crise des gilets jaunes. Ce même projet a été présenté au président de la République lors d'une réunion avec les élus d'outre-mer durant ce mouvement social.

« Prenons nos responsabilités, c'est le moment de le faire », poursuit Elie Hoarau, « n'attendons pas la fin de l'état de grâce. Soyons tous unis pour réclamer la tenue de la Conférence territoriale élargie aux forces vives ».

Pour le PCR, dans ce projet global, tout doit être mis sur la table, tous les problèmes évoqués, y compris celui de la gouvernance la plus adaptée pour La Réunion. Le PCR revendique donc une loi programme différente pour chaque collectivité.

### Soutien à la mobilisation du 1er mai

« Nous ne voyons pas d'autre manière de responsabiliser les Réunionnais », ajouta Elie Hoarau, « d'autant plus que sans une interview jeudi dernier dans « le Journal de l'île », Emmanuel Macron est pour « l'émancipation » des outremer, « il veut laisser plus de liberté aux initiatives locales, une nouvelle forme de gouvernance pour sortir du schéma où tout est décidé depuis Paris ». Autrement dit, les élus ne peuvent rester les bras croisés.

« Prenons nos responsabilités s'il y a des réussites ou des échecs, ce sera la responsabilité des Réunionnais, plus de Paris », conclut le président du PCR.

Nadine Gironcel est ensuite intervenue pour présenter les 10 propositions remises au candidat Macron lors de la visite à La Réunion avant le second tour de la présidentielle, Jean Castex.

Julie Pontalba a conclu la conférence de presse en affirmant le soutien du Parti communiste réunionnais à la mobilisation du 1er mai. Une délégation du PCR participera au défilé organisé par les syndicats. Elle a rappelé l'importance de se mobiliser pour faire entendre la voix des Réunionnais opposés à toute mesure de régression sociale, notamment le projet de faire reculer l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

# Plus de 50 Prix Nobel appellent à un fonds mondial alimenté par une baisse globale des dépenses militaires

**Une pétition en ligne depuis décembre 2021 a déjà été signée par plus de cinquante lauréats du prix Nobel. Il s'agit d'un appel en faveur d'un « Dividende Mondial de la Paix » qui, en pratique, implique que tous les États membres des Nations unies acceptent une réduction commune de 2 % de leurs dépenses militaires annuelles. L'argent épargné serait en partie alloué à un fonds mondial pour la lutte contre le changement climatique, les pandémies et l'extrême pauvreté.**

Les dépenses militaires mondiales ont doublé depuis 2000. Elles approchent les 2000 milliards de dollars US par an, et augmentent dans toutes les régions du monde (selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm). Les gouvernements sont sous pression pour augmenter les dépenses militaires parce que d'autres le font. Le mécanisme de rétroaction soutient une course aux armements en spirale - un gaspillage colossal de ressources qui pourrait être utilisé beaucoup plus judicieusement. Les courses aux armements passées ont souvent eu le même résultat : des conflits meurtriers et dévastateurs.

L'appel en faveur d'un « Dividende Mondial de la Paix » est une proposition simple pour l'humanité : les gouvernements de tous les États membres de l'ONU négocient une réduction commune de leurs dépenses militaires de 2% chaque année, pendant cinq ans. La motivation de la proposition est simple :

- Les États réduisent les dépenses militaires, de sorte que la sécurité de chaque pays est augmentée, tandis que la dissuasion et l'équilibre sont préservés ;
- L'accord contribue à réduire l'animosité, diminuant ainsi le risque de guerre ;
- De vastes ressources sont mises à disposition - un « dividende de la paix » de 1000 milliards de dollars d'ici 2030.

Les initiateurs du projet proposent que la moitié des ressources dégagées par cet accord soit affectée à un fonds mondial, sous la supervision

des Nations Unies, pour faire face aux graves problèmes communs de l'humanité : pandémies, changement climatique et extrême pauvreté. L'autre moitié reste à la disposition des gouvernements. Tous les pays disposeront donc de nouvelles ressources importantes. Certaines d'entre elles peuvent être utilisées pour rediriger les fortes capacités de recherche des industries militaires vers des actions pacifiques urgentes.

L'histoire montre que des accords pour limiter la prolifération des armes sont réalisables : grâce aux traités SALT et START, les États-Unis et l'Union soviétique ont réduit de 90 % leurs arsenaux nucléaires depuis les années 1980. De telles négociations peuvent réussir parce qu'elles sont rationnelles : chaque acteur bénéficie de la réduction des armements de ses adversaires, l'humanité dans son ensemble aussi. Cette proposition pose un choix de société, la course aux armements ou la course vers le progrès. Une arme ne remplira jamais un ventre vide. Nous, dans notre environnement, nous devons continuer à nous battre pour l'océan indien demeure une zone de paix.

**« Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage » Jean JAURES**

Nou artrouv'

**David Gauvin**

# Oté

## In létinsèl va vnyabou mète dofé dann la savane !

Mézami, mi rapèl dann tan l'avé la savane dopi La Possesion ziska Tansalé é dann tan-la l'avé galman lo train vapèr. L'avé poin bonpé, mé tazantan l'avé lo train voyajèr épi lo train marshandize... Aprés l'avé lotorail. Mé mi rapèl bien kan zèrb la savane té rouz épi té sèk lété pa rar zétinsèl té i mète dofé dann la savane.

Pou kossa dofé téi pran ? Pars lo kondission lété bon pou fé parnde ali.

Dofé i pran kan bande kondission lé réini pou li pran. La sossyété lé parèye, mé la pa lo klima natirèl ni anparl. Ni anparl lo klima sossyal. Sa i sava, sa i vien, é momandoné tangaze i pète pars la sityassion lé pi siportab. Mé pi siportab-la, sa i désside pa par dékré, i désside pa dann liv an suivan in kode partikilyé. Par l'fète, mèm bande gran politolog i gingn pa prévnir si tèl lévénman, sansa in n'ote, i pé déklansh in gran dézorde sossyal.

Toute fasson mwin la fine oir bande gran politolog i anons pa arien par avans, mé ka n la finé pété, zot i étidyé lo pou kossa. Zot lé pa dovinèr biensir. Zot lé sinploman konstatèr... Dann déssèrtin péi, in sinp laksidan dsi la route i pé provok in komansman d'révolission. Dann d'ote sé la fain tou sinploman, sansa la vi shèr, sansa bande traka l'admmministrassion i mète demoune dodan k'i pé provok sa. Issi La Rényon nou la di sé lo sistème

néokolonyalist ké l'apré pouss demoune a bouté.

Yèr mwin la ékrir :

« Lo vré rézon, sanm pou mwin, é mon parti - sirtou bande gran dirijan nou l'avé l'ané 1959 - la fine di sa dopi lontan, sé pars nou néna in sistème lésploittassion k'i apèl lésploittassion néo-kolonyalist é k'i ral anou toultan déyèr. L'inégalité ? Sé li. L'inzistis ? Sé li. Lésploittassion ? Sé ankor li. La vi shère bazé dsi in sitème konsomassion li la inpoze anou ? Sé li. La pèrte nout shans ? Sé li touzour. La Mizère pou in bonpé ? Sé li galman. »

Mé pé s'fèr la pa lo sistème néo-kolonyalis an li mèm va provok lo boulvèrsman sossyal, mé in sinpe lévénman nora pétète in rapor do loin avèk lo sistème ké va provok ali. Mézami si ni sava aligne, inn apré l'ote, toute lo malkontantman lo pèp rényoné, nou va oir néna do koi fé pété. Mé pétète va pété, pétète i pète ar pa, pétète sé in sinp pti fé divèr.

Final de konte, in sinp létinsèli vienabou mète dofé dann la savane. Mi sava pa di dann kann mé kissa k'i koné.

*Justin*